



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n°IC-24-147 portant autorisation environnementale

Société BORNES RECYCLAGE à BRUYÈRES-SUR-OISE

Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 de ce même code ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 modifié relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu le Plan des Préventions des Risques inondation de la Vallée de l'Oise du 5 juillet 2007 ;

Vu le Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Île-de-France approuvé le 25 mars 2013 ;

Vu le Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux de la région Île-de-France approuvé par arrêté le 21 novembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral l'arrêté n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à madame Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu la demande du pétitionnaire pour l'examen cas par cas du 1er mars 2023 ;

Vu la décision n° DRIEAT-UD95-001-2023 du 5 avril 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, dispensant la société BORNES RECYCLAGE de réaliser une évaluation environnementale en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation environnementale, déposée par téléprocédure le 6 octobre 2023, complétée le 10 avril 2024, par la société BORNES RECYCLAGE, en vue d'obtenir l'autorisation pour l'exploitation d'un centre de collecte, regroupement, tri et transit de déchets non dangereux de métaux ferreux et non ferreux, de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), de déchets dangereux (batteries usagées), de déchets non dangereux, de déchets industriels banals, papiers/cartons, plastiques et bois, sur le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BRUYÈRES-SUR-OISE – 5, Chemin du Jacroret et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

Vu le rapport de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 8 avril 2024 déclarant le dossier de demande d'autorisation environnementale recevable ;

Vu la décision de monsieur le président du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE du 17 avril 2024 désignant monsieur Claude ANDRY, directeur d'usine en retraite, en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-24-064 du 29 avril 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de trente jours du lundi 17 juin au mardi 16 juillet 2024 inclus sur le territoire des communes de BRUYÈRES-SUR-OISE, ASNIÈRES-SUR-OISE, BEAUMONT-SUR-OISE, BERNES-SUR-OISE, NOISY-SUR-OISE (département du Val d'Oise) et BORAN-SUR-OISE (département de l'Oise) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-24-024 du 2 octobre 2024 portant prolongation du délai de la phase d'examen dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes précitées ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture du Val d'Oise ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux diffusés dans les départements du Val-d'Oise et de l'Oise ;

Vu les registres d'enquête ouverts dans les communes de BRUYÈRES-SUR-OISE, ASNIÈRES-SUR-OISE, BEAUMONT-SUR-OISE, BERNES-SUR-OISE, NOISY-SUR-OISE (département du Val d'Oise) et BORAN-SUR-OISE (département de l'Oise) ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes d'ASNIÈRES-SUR-OISE et de BORAN-SUR-OISE ;

Vu l'absence de réponse des conseils municipaux des communes de BRUYÈRES-SUR-OISE, BEAUMONT-SUR-OISE, BERNES-SUR-OISE et NOISY-SUR-OISE ;

Vu l'absence de réponse des communautés de communes de Carnelle Pays de France (C3PF), du Haut Val-d'Oise (CCHVO) et de la Thelloise ;

Vu le mémoire en réponse de la société BORNES RECYCLAGE du 31 juillet 2024 aux observations formulées au cours de l'enquête publique unique transmis au commissaire enquêteur ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur parvenus en préfecture du Val d'Oise le 1er août 2024 ;

Vu le rapport du 13 septembre 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise ;

Vu le courriel du 13 septembre 2024 par lequel l'inspection de l'environnement transmet le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale à la société BORNES RECYCLAGE ;

Vu le courriel du 23 septembre 2024 de la société BORNES RECYCLAGE apportant des observations sur le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale qui lui a été adressé par le courriel du 13 septembre 2024 susvisé ;

Vu le rapport du 21 octobre 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise ;

Vu le courriel du 8 novembre 2024 adressant le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours afin de transmettre ses éventuelles observations ;

Vu le courriel du 8 novembre 2024 de la société BORNES RECYCLAGE indiquant ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale qui lui a été communiqué par courriel du 8 novembre 2024 susvisé ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que le projet est situé au sein d'une zone industrielle sur le site exploité par la société BORNES RECYCLAGE ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation (ERC) prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant qu'en l'absence de mise en œuvre des dispositions de l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement, la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requise ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

CHAPITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société BORNES RECYCLAGE, (SIRET : 753 813 245 000 36), dont le siège social est situé au 2, Avenue des Entrepreneurs à VILLIERS LE BEL (95400) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de BRUYÈRES-SUR-OISE (95820), 5, Chemin du Jacloret (coordonnées Lambert 93 X= 599686,39 et Y= 246136,6), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Communes	Parcelles
BRUYÈRES SUR OISE (95820)	N°171, 193 et 194 de la section ZE

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Quantité susceptible d'être stockée = 10 tonnes	10 tonnes
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10t/j	Quantité de déchets non dangereux (métaux et ferrailles) susceptibles d'être traitée par jour = 400 t/j	400 t/j
2710	1b	DC	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présents = 6 tonnes	6 tonnes
2713	2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ²	Surface susceptible d'être utilisée = 195 m ²	195 m ²

(*) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

1.4 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

1.5 Implantation

L'implantation de l'installation doit être conforme aux plans fournis dans le dossier de demande d'autorisation.

1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrements non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

2.1 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

2.1.1 Point de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet
Point de rejet n°1	Eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées provenant des aires d'entreposage et des voies de circulation	Transit par un séparateur d'hydrocarbure avant d'être rejeté dans le réseau collectif d'eaux pluviales de la commune de Bruyère-sur-Oise. Les eaux pluviales sont rejetées dans l'Oise.

Les procédés de traitement et le nettoyage des déchets est interdit.

2.1.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Le site doit être imperméable afin d'éviter toute infiltration chronique ou accidentelle dans le sol et dans les eaux souterraines.

Les eaux pluviales de ruissellement et les eaux de nettoyage du matériel susceptible d'être polluées, doivent être traités par un séparateur d'hydrocarbure avant d'être rejeté en dehors du site.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

2.2 Surveillance des prélèvements et des rejets

2.2.1 Relevé des prélèvements d'eau

Des analyses périodiques annuelles des eaux de rejets et un entretien rigoureux du dispositif de traitement permettront respectivement de vérifier et d'assurer la conformité réglementaire de la qualité des eaux de rejets.

2.2.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètre	Valeur limite
pH	5,5 < pH < 8,8 ; 9,5 s'il y a neutralisation alcaline
Matières en suspension	100 mg/l
DCO	300 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Indice cyanures totaux	0,2 mg/l
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	50 µg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	0,1 mg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	0,150 mg/l
Chrome et ses composés (en Cr)	0,1 mg/l
Nickel et ses composés (en Ni)	0,2 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	0,8 mg/l
Manganèse et composés (en Mn)	1 mg/l
Étain et ses composés (en Sn)	2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	5 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	0,2 mg/l
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	100 µg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Ion fluorure (en F-)	15 mg/l
Cadmium et ses composés*	25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 2 septembre 1998 modifié.

L'exploitant doit fournir à l'autorité compétente régulièrement et au moins une fois par an les résultats de la surveillance des émissions.

CHAPITRE 3 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

3.1 Limitations des niveaux de bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

3.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. En cas de dépassement, des aménagements complémentaires devront être mis en place.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

3.3 Insertions paysagères

Les entreposages de déchets ne sont pas visibles de l'extérieur depuis les principales voies de circulation.

CHAPITRE 4 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

4.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Sans préjudice des dispositions constructives prévues par les arrêtés ministériels applicables à l'installation, l'exploitant met en œuvre les dispositions constructives présentées dans son dossier d'autorisation environnementale et notamment :

- Les bâtiments stockant des déchets sont constitués de murs béton REI 120 ;
- Le site est délimité par une clôture réalisée au moyen de blocs béton coupe feu d'une résistance de 2 heures, d'une hauteur de 5 mètres en périphérie Nord, Est, et Ouest et d'un grillage métallique de 2,5 m de hauteur côté Sud ;
- Les DEEE sont entreposés dans une alvéole constituée de murs béton REI 120 ;
- Les alvéoles stockant des déchets sont constitués de murs béton REI 120.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.2 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les eaux d'extinction doivent suivre le cheminement des eaux de ruissellement sur les aires étanches et être retenues au sein des cuves busées enterrées par actionnement d'une vanne d'obturation. Ces capacités de confinement sont implantées à proximité du bâtiment à l'Ouest pour un volume respectif de 80 m³ et 80 m³ soit un total de 160 m³.

La vanne d'obturation du réseau est accessible et manœuvrable en toute circonstance. Elle ne se situe pas dans la zone d'effet des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude des dangers.

4.3 Modalité d'entreposage des déchets

L'exploitant doit s'assurer que l'installation est conforme au dossier d'autorisation notamment :

- La hauteur d'entreposage de déchets ne dépasse pas 5 mètres. Par exception, la hauteur d'entreposage de déchets non combustibles peut aller jusqu'à 6 mètres sous réserve de la suppression complète du risque de déversement en dehors des limites de propriété ;
- La hauteur est limitée à 3 mètres pour les déchets dits « DEEE » ;

- Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
 - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
 - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

CHAPITRE 5 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

5.1 Conceptions de l'installation

Le site BORNES RECYCLAGE est autorisé à exercer ses activités du lundi au samedi.

Les activités exercées par la société BORNES RECYCLAGE sur le site de BRUYÈRES-SUR-OISE doivent être conformes au dossier d'autorisation.

Tous les déchets seront expédiés en filières adaptées de valorisation et autorisées par l'administration. Aucun déchet valorisable ne sera mis en décharge.

5.2 Gestion des déchets reçus par l'installation

5.2.1 Origine géographique des déchets

La société BORNES RECYCLAGE assurera la prise en charge de déchets provenant essentiellement du département du Val d'Oise et des départements limitrophes.

5.2.2 Admissibilité des déchets

L'exploitant refuse tout déchet que ses capacités d'entreposage ne lui permettent pas d'accueillir, que ses installations ne lui permettent pas de traiter, ou de manière générale qui ne peut être traité en respectant les conditions des présentes prescriptions et du dossier de demande d'autorisation.

Les déchets présentant les caractéristiques suivantes ne sont pas autorisés sur site :

- déchets radioactifs,
- déchets explosifs,
- déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI),
- déchets contenant des PCB-PCT.

Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.

En cas de refus de prise en charge, l'exploitant prévient le producteur dans les meilleurs délais, et lui renvoie le bordereau mentionnant les motivations du refus conformément à l'article R.541-45 du code de l'Environnement.

5.2.3 Modalités de tri et d'entreposage des déchets

L'exploitant doit s'assurer que l'installation est conforme au dossier d'autorisation notamment :

- L'entreposage des déchets métalliques est réalisé :
 - en extérieur, en alvéole à l'aide de structure béton,

- en intérieur dans le bâtiment ;
- L'entreposage de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles et bois est effectué dans une benne ;
- L'entreposage de batteries est interdit à l'extérieur.
- Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.
Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois ;
- Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.

CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS FINALES

Les prescriptions techniques du présent arrêté sont imposées à la société BORNES RECYCLAGE.

En cas de non-respect d'une des dispositions des prescriptions techniques du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L.171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

6.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'Urbanisme, contre le permis de construire du projet.

6.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BRUYÈRES-SUR-OISE et peut y être consultée.

Un extrait dudit arrêté sera affiché à la mairie de BRUYÈRES-SUR-OISE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de BRUYÈRES-SUR-OISE fait connaître par procès-verbal adressé à la préfecture du Val-d'Oise – Direction de la coordination et de l'appui territorial – Bureau de la coordination, de la comitologie et de l'environnement – Section des installations classées, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté est également adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales consultées.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

6.3 Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

– l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

– la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de ce même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

6.4 Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et les maires de BRUYÈRES-SUR-OISE, ASNIÈRES-SUR-OISE, BEAUMONT-SUR-OISE, BERNES-SUR-OISE, NOISY-SUR-OISE (département du Val d'Oise) et BORAN-SUR-OISE (département de l'Oise), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

22 NOV. 2024

Le préfet,


Philippe COURT